

québécois ne lui faisait pas de proposition partagée, que la demande n'avait pas de valeur.

Monsieur le Président, voilà la farce monumentale concernant l'aide qu'avaient promise certains députés ministériels à l'UPA du Québec! La farce monumentale, monsieur le Président, quant à la condition qu'avait posée le ministre de l'Agriculture, et étant donné les circonstances, je recommande au ministre et à ses députés du Québec de faire en sorte que le gouvernement fédéral réponde par l'affirmative à une aide substantielle, comme on l'a fait pour d'autres régions du pays, il y a deux ou trois ans, pour les mêmes raisons, monsieur le Président!

C'est pour cela que je reviens à la charge et que je demande à ces députés d'en face de cesser de faire preuve d'une telle hypocrisie lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins vitaux de l'agriculture québécoise.

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS CANADIENS—ON DEMANDE DE NOUVELLES POLITIQUES

L'hon. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Le président national de l'Association des manufacturiers canadiens a déclaré hier que la relance s'est enlisée. Selon M. German, le secteur de la fabrication n'a récupéré que 40 p. 100 des 300,000 emplois qu'il a perdus au cours de la récession. Il a ajouté que la relance était fort hésitante, inégale et très fragile. Le ministre est-il d'accord, avec cette évaluation du président de l'Association des manufacturiers canadiens? Dans ce cas-là va-t-il annoncer sous peu de nouvelles initiatives visant à créer des emplois à l'intention tout particulièrement des 550,000 jeunes canadiens qui sont en chômage et qui risquent selon toute vraisemblance de le demeurer encore longtemps? Compte tenu de cette déclaration, le ministre entend-il annoncer de nouvelles initiatives?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue au chef de l'opposition qui nous revient après une longue absence.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: J'imagine que s'étant rendu compte au fur et à mesure de ses pérégrinations au Canada que l'étoile de son parti pâlisait de plus en plus, il a décidé de tenter sa chance à la Chambre. Je lui souhaite donc la bienvenue, et nous verrons s'il réussira à lui redonner de son éclat.

Je signale au député que le Canada connaît une relance marquée. En fait, au cours du premier trimestre de 1984, l'économie a recouvré tout ce qu'elle avait perdu au cours de la

récession. Nous avons en fait regagné la place que nous occupions en 1981 avant la récession. Nous n'avons hélas! pas encore réussi à récupérer tous les emplois que nous avons perdus, mais c'est un objectif que nous poursuivons sans relâche. Je me suis attaqué à ce problème dans le cadre de mon dernier budget du 15 février et je continue de m'y attaquer par le moyen des nombreux programmes du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

La relance se poursuit. La croissance du produit national brut se situe dans le voisinage de 1 p. 100, exactement comme je l'avais prévu dans mon budget, et je ne vois vraiment pas pourquoi la relance ne se poursuivrait pas tout au long de 1984.

LES LOGEMENTS MIS EN CHANTIER—ON DEMANDE DES MESURES POUR AIDER LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

L'hon. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre sait que lorsque le bâtiment va, tout va, or cette année on avait mis en chantier, en avril, 37,000 logements de moins qu'en avril dernier, ce qui a entraîné la perte de 100,000 emplois environ. Dans les circonstances, quelles mesures économiques le ministre entend-il prendre, afin d'aider le secteur du bâtiment à se sortir de ce marasme dans lequel le gouvernement l'a placé en adoptant notamment la politique des taux d'intérêt élevés? Peut-il nous énumérer certains programmes aujourd'hui?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord rappeler au député qu'en son absence nous avons discuté à fond de la politique des taux d'intérêt et qu'il a été démontré que notre gouvernement ne prônait pas des taux d'intérêt élevés.

Des voix: Oh, oh!

M. Lalonde: Au contraire, nous avons pour politique de garder les taux d'intérêt le plus bas possible. Il suffit pour s'en convaincre de comparer nos taux à ceux pratiqués aux États-Unis. Même aujourd'hui, les taux d'intérêt préférentiels sont inférieurs d'un demi p. 100 à ceux pratiqués aux États-Unis. Quant aux taux d'intérêt hypothécaires, ils sont constamment inférieurs chez nous. Le député devrait comprendre que nous essayons au contraire d'obtenir les taux d'intérêt les plus bas possibles.

En ce qui a trait aux logements mis en chantier, il est vrai que leur croissance n'est pas aussi marquée qu'au mois d'avril dernier. Cependant, le député reconnaîtra qu'au cours du premier trimestre de cette année, les mises en chantier ont augmenté de 6.3 p. 100 par rapport au dernier trimestre de 1983. Au début de 1984, on s'en souviendra, nous avons lancé un programme de subventions destiné à stimuler fortement le secteur du logement, qui a pris fin en avril. La demande a été extrêmement forte alors car on savait que ce programme de subventions à l'achat d'une maison devait se terminer à la fin d'avril ou au début de mai. On a donc assisté à une augmentation artificielle du taux de mises en chantier à un certain moment. Nous prévoyons d'ailleurs d'autres augmentations d'ici la fin de l'année.